

Titre : « **Alain et François, ça suffit !** »
Auteur : **Richard LABEVIERE**
Date : **26 septembre 2016**
Source : **Proche &Moyen-Orient-Online**
Diffusé par : **ASAF (<http://www.asafrance.fr/>)**

« **Alain et François, ça suffit !** »

La fondation « interconfessionnelle » The Appeal of Conscience, basée à New York, a annoncé mercredi dernier, que François Hollande était le lauréat de son prix « Homme d'Etat mondial » 2016. Dans un communiqué, cette fondation, jusque-là injustement méconnue, précise que son prix « honore les dirigeants qui soutiennent la paix et la liberté, par la promotion de la tolérance, la dignité humaine et les droits de l'homme, en défendant ces causes dans leur pays et en travaillant avec d'autres dirigeants mondiaux pour bâtir un avenir meilleur pour tous ». François Hollande a reçu ce prix des mains d'Henry Kissinger (ancien secrétaire d'Etat de Richard Nixon), ancien prix Nobel de la paix. Les lauréats précédents sont : David Cameron (2015), le président mexicain Enrique Pena Nieto (2014), le président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono (2013) et le premier ministre du Canada Stephen Harper (2012), autant de grands humanistes ! En 2009, Muhtar Kent, le président de CocaCola et Bernard Arnault, le président de LVMH, ont reçu « l'appel de 2009 Conscience Award », d'autres humanistes mondiaux ! Cette étrange fondation américaine qui se définit comme « un partenariat interconfessionnel de chefs d'entreprise et spirituelles de toutes confessions », a été fondée par Arthur Schneier en 1965. D'origine autrichienne, Arthur Schneier a été le rabbin principal de New York City (Parc East Synagogue) pendant plus de cinquante ans. En 2001, il est le premier rabbin à avoir reçu la Presidential Citizen Medal des mains du président William Clinton. Pour recevoir sa haute distinction, François Hollande s'était fait accompagner de deux autres grandes consciences mondiales : Bernard-Henri Lévy et Jack Lang... Si cette nouvelle marque de reconnaissance internationale n'a modifié en rien le taux record d'impopularité nationale du président français, elle a certainement conforté ses certitudes avant qu'il ne s'adresse à la 71ème assemblée générale des Nations unies, le 20 septembre. Après les considérations générales d'usage et un appel à mettre en œuvre les dispositions de l'accord de Paris sur le réchauffement climatique, François Hollande a consacré l'essentiel de son propos à la guerre civilo-régionale syrienne : « le dernier appel que je veux lancer ici, et peut-être le plus pathétique, concerne la Syrie. Cette tragédie syrienne sera devant l'Histoire une honte pour la communauté internationale si nous n'y mettons pas fin rapidement. Alep est une ville aujourd'hui martyre qui restera dans la mémoire des Nations comme une ville martyre. Des milliers d'enfants sont écrasés sous les bombes. Des populations entières sont affamées. Des convois humanitaires sont attaqués. Des armes chimiques sont utilisées. Eh bien, je n'ai qu'un seul mot à dire : ça suffit. Comme en février dernier, le cessez-le-feu n'aura tenu que quelques jours. Il aura volé en éclats dès le lendemain

de son annonce, sans que l'on n'en connaisse d'ailleurs le contenu. Le régime est responsable de son échec et il ne peut pas s'exonérer des erreurs qui auraient pu être commises par d'autres. Et je dis à ses soutiens étrangers que chacun connaît ici, qu'ils doivent forcer la paix,

sinon ils porteront avec le régime la responsabilité de la partition et du chaos en Syrie ». Bornons-nous à cinq remarques.

1) La honte : c'est le mot juste ! Mais François Hollande peut en revendiquer toute sa part et se rappeler qu'en septembre 2013, il avait pré-positionné des moyens maritimes et aériens pour, justement, bombarder la Syrie. Heureusement, le parlement britannique et le secrétaire d'Etat américain John Kerry ont stoppé cette folie.

La honte, effectivement, c'est d'avoir menti aux Français en affirmant inlassablement que Bachar al-Assad était le seul responsable des 300 000 victimes d'une guerre civilo-régionale et internationale qu'il aurait inventée lui même pour conserver le pouvoir. La honte, c'est d'avoir pris parti unilatéralement pour la rébellion syrienne et armé ses factions salafo-jihadistes dont plusieurs terroristes s'inspireront pour commettre des attentats en France.

La honte, c'est de s'être rangé dans le sillage de la diplomatie mortifère de l'Arabie saoudite (démocratie exemplaire), espérant – en retour – de mirifiques contrats évanescents comme les mirages du capitaine Haddock perdu dans le désert...

La honte, c'est d'avoir délaissé notre connaissance historique du Levant et rompu avec quarante ans de diplomatie gaullienne au Proche-Orient, abandonnant notre position historique de médiation pour devenir partie liée au conflit aux côtés de Washington, de TelAviv et des ploutocraties pétrolières du Golfe.

2) Les enfants : triste réalité ! Toute guerre et à fortiori une guerre civile tue des civils, des femmes et des enfants. Que penser des factions salafo-jihadistes d'Alep – les « glorieux résistants » de la presse occidentale – qui utilisent femmes et enfants comme boucliers humains ? Même si les journalistes du Monde et d'autres crétins de la presse parisienne continuent à parler du « siège » d'Alep et de son « encerclement » par les troupes du « régime de Bachar al-Assad », en quoi est-il illégitime qu'une armée nationale cherche à reconquérir la totalité de son territoire national ? Quant aux armes chimiques, plusieurs rapports des Nations unies concluent qu'elles ont davantage été utilisées par la rébellion que par l'armée gouvernementale ! Le dernier a été rédigé par des fonctionnaires qui n'ont pas quitté New York et à partir des seuls témoignages de la glorieuse rébellion... Il est assez curieux que ce dossier ressurgisse chaque fois que l'armée syrienne enregistre de nouvelles avancées dans son entreprise de reconquête. Dans le même temps, la soldatesque saoudienne utilise quotidiennement nombre d'armes prohibées par les Conventions de Genève pour détruire le Yémen et ses populations civiles, mais cette autre honte meurtrière n'intéresse visiblement ni François Hollande, ni ses alliés de la Coalition pour la paix en Syrie !

3) Les violations du cessez-le-feu : celui-ci a pris un sacré coup avec le bombardement australo-américain de l'aéroport de Deir ez-Zor (sur les rives de l'Euphrate à l'est du pays), le 17 septembre dernier quelques heures seulement après l'instauration du cessez-le-feu. Ce qui a été reconnu par le Pentagone comme une « bavure » a tué quelque 90 soldats syriens... Pourtant, l'ensemble des états-majors occidentaux supervisant l'engagement de leur aviation en Syrie savaient parfaitement que cet aéroport stratégique était bien aux mains de l'armée syrienne. Par ailleurs, quoi de plus normal que les alliés de Damas (russes, iraniens et Hezbollah libanais) continuent à lutter contre Dae'ch et les autres groupes salafo-jihadistes qui occupent la Syrie ? Il faudra qu'un jour les historiens nous expliquent les véritables buts de guerre de la Coalition internationale qui continue à vouloir renverser « le régime de Bachar al-Assad ». Enfin, lorsque François Hollande s'étonne de ne pas connaître le contenu de l'accord de cessez-le-feu, il devrait surtout s'interroger sur ce manque inquiétant qui résulte de la marginalisation de la diplomatie française dans cette guerre comme dans la plupart des dossiers proche-orientaux pour lesquels la voix de la France ne compte plus !

4) Le régime syrien responsable : depuis l'été 2011, les Frères musulmans syriens et jordaniens ont encouragé la lutte armée en Syrie. Les bobos de l'opposition syrienne sur Seine, grassement subventionnés par le Qatar, ont popularisé ce soulèvement que l'historien auto-proclamé Jean-Pierre Filiu s'obstine à comparer à la résistance des Brigades internationales contre l'armée de Franco... Dès l'hiver 2011/2012, le conflit s'est généralisé et régionalisé avec un lourd engagement financier et logistique de l'Arabie saoudite se mettant à recruter des mercenaires dans le Caucase et le reste de l'Asie centrale, en Afrique subsaharienne, au Maghreb, en Europe et tout particulièrement en France. Quelque 300 jihadistes français sont actuellement rentrés de Syrie, mais les services spéciaux de la République, qui n'ont toujours pas le droit de parler à leurs homologues syriens, sont sur les dents. Les propagandistes du romantisme des Brigades internationales ont leur part de responsabilité dans cette menace qui résulte de la « doctrine hollandaise » du « ni-ni ». Ni Dae'ch, ni Bachar ! Comme le répète Renaud Girard dans Le Figaro depuis quatre ans, si les terroristes salafo-jihadistes engagés en Syrie commettent aussi des attentats en Europe et en France, en quoi Bachar al-Assad, son armée et ses alliés menacent-ils la France éternelle, sa population et ses intérêts ?

5) Les soutiens étrangers que chacun connaît : russes, iraniens et Hezbollah s'entend ! D'après François Hollande, eux-seuls porteront avec « le régime » la responsabilité historique de la tragédie syrienne... Mais, enfin de quoi parle-t-on ? Abandonnant sa position gaullienne de troisième voie et de médiation, la France de Nicolas Sarkozy et de François Hollande a résolument choisi de se placer dans le sillage de la diplomatie américaine. Avec ses alliés de l'OTAN, de Tel-Aviv et des pays du Golfe, celle-ci continue à vouloir démanteler les Etats nationaux de la région – comme cela a été fait en Irak et en Libye – afin de « fédéraliser », sinon de « re-tribaliser » les populations arabes des Proche et Moyen-Orient pour y imposer la mondialisation heureuse aux couleurs du libre-marché et des droits de l'homme. Face à cet improbable nouveau Yalta, les Russes, les Chinois, les Iraniens, le Hezbollah libanais et d'autres organisations palestiniennes continuent à défendre l'existence d'Etats-nations souverains et indépendants. Voilà tout l'enjeu de la tragédie syrienne ! Alors oui François, ça suffit ! Que la France d'aujourd'hui estime que ses intérêts stratégiques et économiques nécessitent cet alignement est une chose. Que notre pays le fasse au nom d'une realpolitik qui n'ose pas dire son nom ni dévoiler sa substance, qui devraient être au moins débattu par la représentation nationale, en est une autre. Et qu'on cesse d'habiller cette imposture des oripeaux de la bonne conscience, de vraies ou fausses hontes et des droits de l'homme et autres devoirs d'ingérence au nom desquels les pays occidentaux ont multiplié – depuis la fin de la Guerre froide – les « guerres humanitaires », les assassinats plus ou moins ciblés de drones et forces spéciales pour la sauvegarde de leurs ressources énergétiques et d'autres intérêts tout aussi somnants et trébuchants. Oui, ça suffit ! Qu'on arrête de se prosterner devant des régimes qui financent la radicalisation de l'Islam et le terrorisme depuis plus de trente ans, qu'on cesse de faire des déclarations de « guerre à la terreur » alors que ces mêmes régimes – dont les dictateurs reçoivent nos Légions d'honneur – arment les jihadistes qui tuent nos soldats au Mali, au Niger et ailleurs... Oui, franchement François, ça suffit ! A votre décharge, Monsieur le Président de la République, rappelons que la tâche originelle de cette diplomatie de Diafoirus incombe aussi à l'un des principaux candidats de la primaire des Républicains. En effet, comment ne pas se souvenir que c'est au colporteur de « l'identité heureuse » que l'on doit la fermeture de l'ambassade de France à Damas en mars 2012. Et il n'est pas besoin de sortir de l'ENA, ni d'être un grand diplomate pour comprendre aussitôt que cette décision fut la première des fautes. C'est justement lorsque la relation bilatérale se détériore – avec n'importe quel pays que ce soit -, qu'il convient absolument de garder le contact, par voie diplomatique, sinon par le biais de nos services spéciaux dont c'est le métier et qui, en la matière, ne sont pas les plus mauvais... Mais quelle mouche a bien pu piquer

Alain Juppé pour qu'il décide ainsi de fermer notre ambassade à Damas, nous privant ainsi d'informations de première main pour, cette fois-ci, lutter efficacement contre le terrorisme ? La honte originelle, sinon fondatrice de l'ensemble des crises des Proche et Moyen-Orient, celle qui entache la conscience de trois générations, c'est l'occupation et la colonisation de la Palestine par Israël dont l'armée réprime quotidiennement la population depuis 68 ans ! Et ce n'est pas en annonçant la tenue d'une improbable conférence, ni avec la pantalonnade de juillet dernier à Paris que François Hollande effacera son parti pris inconditionnel en faveur de Tel-Aviv. L'histoire retiendra les communiqués de l'Elysée, qui après chaque bombardement de Gaza, se préoccupaient essentiellement de la sécurité d'Israël sans même mentionner les victimes civiles palestiniennes... En définitive, ce dernier discours devant l'Assemblée générale de l'ONU a valeur de testament en matière de politique. Confirmant l'alignement de la diplomatie française sur celle de Washington, il s'inscrit dans la filiation de l'incompétence des dirigeants de la IVème République, à commencer par de celle Guy Mollet dont François Hollande semble l'héritier. Non content d'avoir hypothéqué le retour au pouvoir d'une « gauche de gouvernement » pour les trente prochaines années, la politique étrangère de François Hollande ravive les tragédies et les injures des guerres d'Indochine et d'Algérie. Dien Bien Phu diplomatique, son bilan est un désastre pour la France. « Dire la vérité n'est jamais facile. Encore moins celle-là où l'on remue à lourdes pelletées la honte et la sottise... », écrit Jules Roy¹. Les historiens devront nous dire aussi pourquoi et comment, cet ancien premier secrétaire du Parti socialiste nous a fait replonger dans toutes les incuries et les hontes de la SFIO...

Richard LABEVIERE
Adressé par Jean-François Mazaleyrat

1 Jules Roy : La Bataille de Dien Bien Phu. Editions Julliard, 1963.